

des plus éloquents dénonciations de la guerre que j'aie jamais lues, a fait la déclaration suivante que je signale à l'attention de tous les honorables membres de cette Chambre :

Les horreurs de la dernière guerre ne sont pas oubliées. Et nous sommes convaincus que la prochaine guerre sera infiniment plus horrible. Les peuples, comme toujours, n'ont rien oublié ni rien appris, et les circonstances feront de nouveau éclater la guerre en Europe. La situation offre ce remarquable paradoxe: chaque nation admet qu'une autre guerre détruira la civilisation européenne, et chaque nation se préoccupe aujourd'hui de se préparer pour la prochaine guerre.

Je répète ce que je disais tout à l'heure à propos du discours prononcé à Genève par le ministre des Chemins de fer (M. Manion): Ne pourrait-on pas parler ainsi cette semaine? Le général McRae disait ensuite:

Le docteur Nicholas Murray Butler dit: "Les nations les plus à l'abri du danger sont celles qui ne sont pas armées: la Suisse, le Danemark, la Norvège et la Suède".

Et il ajoutait ces brèves mais importantes paroles:

Ajoutons le Canada à cette liste.

A ceux de nos honorables collègues qui pourraient s'étonner de ce que le Canada proclamât sa neutralité au monde entier je rappellerai que l'idée n'est pas nouvelle. Dès 1862, elle avait été émise par l'un des fondateurs de la confédération, à qui un monument a été élevé en arrière de cet édifice, face à l'Ottawa et aux monts laurentiens, couvrant le vaste horizon que contemplait son œil d'aigle alors qu'il songeait à l'avenir du Canada. Je veux parler de D'Arcy McGee. Que proposait-il par opposition au projet de gouvernement visant à l'organisation de la défense du Canada? Il proposa que le Canada proclame au monde entier sa neutralité. C'est après avoir ainsi pris position qu'il fut réélu dans sa circonscription de Montréal-Ouest et invité par John A. Macdonald et Georges-Etienne Cartier à faire partie du cabinet de coalition qui effectua la confédération. Si l'un des fondateurs de la Confédération a pu proposer la neutralité du Canada en 1862 et qu'un des plus distingués officiers de l'armée canadienne ait pu proclamer la même chose en 1934, n'avons-nous pas raison de dire que ce devrait être là la base de notre politique nationale?

Pendant un siècle après la conquête du Canada par l'Angleterre, toute la politique, d'abord de l'Angleterre, puis de ses colonies grandissantes de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, d'Ontario et de Québec, alors le Haut et le Bas Canada, ne s'est inspirée que d'une seule pensée: armer le Canada pour le défendre contre les Etats-Unis. Voilà l'idée

que D'Arcy McGee condamnait comme étant absurde et irrationnelle. Sa voix ne fut pas entendue à l'époque, mais avec le temps le bon sens l'emporta. Aujourd'hui, on en est rendu au point où tous les partis, tous les gouvernements, tous les chefs se vantent de ce que contre la seule nation puissante dont nous puissions redouter l'attaque, nous n'avons pas un seul fort, pas un seul canon, pas un seul moyen de défense. Je pourrais citer encore le chef de l'opposition. A Genève, il a cité cela en exemple pour montrer quelle avait été l'attitude du Canada, un siècle à l'avance, relativement au renoncement à la guerre. Pourquoi ne pas en faire autant pour le reste de l'univers? Puisque l'on s'est rendu compte que la meilleure défense que le Canada pouvait opposer à la seule nation susceptible de l'attaquer était de désarmer, pourquoi nous armerions-nous contre l'Allemagne, l'Italie, la Russie, le Japon, la Chine ou n'importe quel autre pays?

A supposer que nous eussions, depuis cinquante ans, formé et orienté l'opinion publique du Canada vers le but qui a été réalisé sur le papier—mais pas autrement, je crains bien—dans les termes de ce grand traité? Si nous avons orienté ainsi les pensées, les aspirations et le bon sens des Canadiens de toutes classes, ne pensez-vous pas, monsieur l'Orateur, qu'on pourrait être fier aujourd'hui de se vanter que le Canada reste désarmé au milieu de nations armées jusqu'aux dents? Si nous avons fait cela, si l'on avait éduqué l'opinion publique dans ce sens il y a vingt ans, est-ce que cinquante mille de nos meilleurs enfants seraient enterrés aujourd'hui dans le sol des Flandres? Est-ce que des centaines de milliers de Canadiens, jeunes hommes et jeunes femmes, auraient été arrachés au sol fertile du Canada pour devenir des loques humaines et des protégés de l'assistance publique dans nos grandes villes? J'allais dire que cela prendra cinquante ans pour réparer le mal; mais non, le mal ne pourra jamais être réparé. Ces morts ne ressusciteront jamais; ces espoirs resteront pour toujours enfouis dans le sol d'un pays étranger avec lequel le Canada n'avait rien à voir. Des générations de Canadiens resteront sous le joug des dettes, publiques et privées, que nous avons contractées pour tuer, pour détruire, pour abrutir le monde.

Mais du moins, s'il nous est impossible de réparer le passé, ne devons-nous pas songer à l'avenir? Je fais appel aux pères de famille, de cette Chambre et du dehors, aux cœurs des mères: Ne ferons-nous rien en ce moment pour épargner à nos enfants et petits-enfants les souffrances qu'a endurées la génération actuelle? Oui, laissons savoir maintenant à l'univers que les paroles que prononçait il y a un